



## Assemblée générale

Distr. générale  
10 décembre 2004

Cinquante-neuvième session  
Point 65, y, de l'ordre du jour

### Résolution adoptée par l'Assemblée générale

[sur la base du rapport de la Première Commission (A/59/459)]

#### **59/74. Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères**

*L'Assemblée générale,*

*Rappelant* sa résolution 58/58 du 8 décembre 2003 sur l'assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères,

*Considérant* que la prolifération, la circulation et le commerce illicites des armes légères constituent un frein au développement, une menace pour les populations et pour la sécurité nationale et régionale ainsi qu'un facteur de déstabilisation des États,

*Profondément préoccupée* par l'ampleur du phénomène de la prolifération, de la circulation et du commerce illicites des armes légères dans les États de la sous-région sahélo-saharienne,

*Notant avec satisfaction* les conclusions des missions consultatives des Nations Unies dépêchées dans les pays concernés de la sous-région par le Secrétaire général en vue d'étudier la manière la plus appropriée d'arrêter la circulation illicite des armes légères et d'en assurer la collecte,

*Se félicitant* que le Département des affaires de désarmement du Secrétariat ait été désigné comme centre de coordination de toutes les activités des organismes des Nations Unies concernant les armes légères,

*Félicitant* le Secrétaire général de son rapport sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique<sup>1</sup>, et ayant à l'esprit la déclaration faite le 24 septembre 1999 par le Président du Conseil de sécurité sur les armes légères<sup>2</sup>,

*Accueillant favorablement* les recommandations issues des réunions des États de la sous-région, tenues à Banjul, Alger, Bamako, Yamoussoukro et Niamey, pour l'instauration d'une coopération régionale étroite visant à renforcer la sécurité,

<sup>1</sup> A/52/871-S/1998/318.

<sup>2</sup> S/PRST/1999/28 ; voir *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité, 1999*.

*Se félicitant* que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest ait pris la décision de renouveler la Déclaration de moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères en Afrique de l'Ouest, adoptée à Abuja le 31 octobre 1998 par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté<sup>3</sup>,

*Rappelant* la Déclaration d'Alger adoptée par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'unité africaine à sa trente-cinquième session ordinaire, tenue à Alger du 12 au 14 juillet 1999<sup>4</sup>,

*Soulignant* la nécessité de faire progresser les efforts en vue d'élargir la coopération et d'améliorer la coordination dans la lutte contre la prolifération illicite des armes légères, en mettant à profit la conception commune émanant de la réunion sur les armes légères, tenue à Oslo les 13 et 14 juillet 1998<sup>5</sup>, et l'Appel à l'action de Bruxelles adopté par la Conférence internationale sur un désarmement durable pour un développement durable, tenue à Bruxelles les 12 et 13 octobre 1998<sup>6</sup>,

*Ayant à l'esprit* la Déclaration de Bamako sur la position africaine commune sur la prolifération, la circulation et le trafic illicites des armes légères et de petit calibre, adoptée à Bamako le 1<sup>er</sup> décembre 2000<sup>7</sup>,

*Rappelant* le rapport présenté par le Secrétaire général à l'occasion du millénaire<sup>8</sup>,

*Accueillant avec satisfaction* le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, adopté par la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects<sup>9</sup>, et appelant à sa mise en œuvre rapide,

*Consciente* du rôle important que les organisations de la société civile jouent, par leurs activités de détection, de prévention et de sensibilisation, dans les efforts visant à arrêter le trafic des armes légères,

*Se félicitant* de la convocation du Groupe de travail à composition non limitée chargé de négocier un instrument international permettant aux États d'identifier et de tracer les armes légères illicites en temps voulu et de manière fiable, qui a tenu sa première session de fond à New York du 14 au 25 juin 2004,

1. *Prend note avec satisfaction* de la Déclaration de la Conférence ministérielle sur la sécurité, la stabilité, le développement et la coopération en Afrique, tenue à Abuja les 8 et 9 mai 2000<sup>10</sup>, et encourage le Secrétaire général à poursuivre son action dans le cadre de l'application de la résolution 49/75 G de l'Assemblée générale, en date du 15 décembre 1994, et des recommandations des missions consultatives des Nations Unies pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères dans les États concernés qui en feront la demande, avec

---

<sup>3</sup> A/53/763-S/1998/1194, annexe.

<sup>4</sup> A/54/424, annexe II, décision AHG/Decl. 1 (XXXV).

<sup>5</sup> Voir CD/1556.

<sup>6</sup> A/53/681, annexe.

<sup>7</sup> A/CONF.192/PC/23, annexe.

<sup>8</sup> A/54/2000.

<sup>9</sup> Voir *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, New York, 9-20 juillet 2001* (A/CONF.192/15), chap. IV, par. 24.

<sup>10</sup> A/55/286, annexe II, décision AHG/Decl.4 (XXXVI).

l'appui du Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique et en étroite collaboration avec l'Union africaine ;

2. *Encourage* la communauté internationale à appuyer la mise en œuvre du moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères en Afrique de l'Ouest<sup>3</sup> ;

3. *Encourage* la création, dans les pays de la sous-région sahélo-saharienne, de commissions nationales contre la prolifération illicite des armes légères, et invite la communauté internationale à appuyer dans la mesure du possible le bon fonctionnement de ces commissions ;

4. *Encourage* les organisations et associations de la société civile à participer aux efforts des commissions nationales pour lutter contre le trafic des armes légères ainsi qu'à l'application du moratoire sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères en Afrique de l'Ouest et du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects<sup>9</sup> ;

5. *Encourage* la coopération entre les organes de l'État, les organisations internationales et la société civile afin de lutter contre le trafic des armes légères et de soutenir les opérations de collecte de ces armes dans les sous-régions ;

6. *Invite* la communauté internationale à fournir un appui technique et financier pour renforcer la capacité des organisations de la société civile de prendre des mesures pour lutter contre le trafic des armes légères ;

7. *Prend note* des conclusions de la réunion des ministres des affaires étrangères de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, tenue à Bamako les 24 et 25 mars 1999, sur les modalités d'application du Programme de coordination et d'assistance pour la sécurité et le développement, et se félicite que cette réunion ait adopté un plan d'action ;

8. *Prend note également* des conclusions de la Conférence africaine sur la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères : besoins et partenariats, tenue à Pretoria du 18 au 21 mars 2002 ;

9. *Invite* le Secrétaire général, ainsi que les États et les organisations qui le peuvent, à apporter une assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères ;

10. *Prie* le Secrétaire général de poursuivre l'examen de la question et de lui présenter, à sa soixantième session, un rapport sur l'application de la présente résolution ;

11. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa soixantième session la question intitulée « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères ».

*66<sup>e</sup> séance plénière  
3 décembre 2004*